

Algérie/Contre la candidature de Bouteflika pour un 5e mandat

Des dizaines de milliers de manifestants à Alger

AFP
Alger/Algérie

Un rassemblement d'ampleur à l'avant-veille du dépôt par le président de son dossier de candidature devant le Conseil constitutionnel pour le scrutin du 18 avril.

PLUSIEURS dizaines de milliers d'Algériens défilaient hier dans le centre d'Alger et dans le reste du pays, contre la perspective d'un 5e mandat du président Abdelaziz Bouteflika et scandant des slogans hostiles au pouvoir, face à une police paraissant débordée.

En annonçant le 10 février sa candidature à la présidentielle du 18 avril, M. Bouteflika, au pouvoir depuis 1999 et qui souffre des séquelles d'un accident vasculaire cérébral (AVC) depuis 2013, a mis fin à de longs mois d'incertitude mais aussi déclenché une contestation d'ampleur inédite en 20 ans et le visant directement, du jamais vu.

La mobilisation, bien supérieure à celle de la semaine passée à Alger, était le principal enjeu de ce ven-

dredi, alors qu'il reste moins de trois jours au camp présidentiel pour déposer dans les délais – jusqu'à dimanche minuit locale (même heure au Gabon) – le dossier de candidature de M. Bouteflika devant le Conseil constitutionnel.

Des sources sécuritaires ont fait état de "plusieurs dizaines de milliers de personnes" dans les rues de la capitale, au-dessus de laquelle un hélicoptère tournoyait bruyamment depuis le matin, comme les jours précédents.

Elles ont également signalé des manifestations dans près des deux-tiers des wilayas (préfectures) du nord du pays, zone la plus peuplée, sans donner de chiffre de participation.

MANIFESTATIONS DANS PLUSIEURS VILLES. Brandissant des drapeaux algériens, une foule impressionnante, difficile à évaluer avec précision, de dizaines de milliers de manifestants, s'est rassemblée en début d'après-midi aux cris de "Pouvoir assassin" sur la Place de la Grande-Poste, bâtiment emblématique du centre de la capitale.

Composée d'hommes et de femmes de tous âges, la



Photo : AFP

C'est par dizaines de milliers que les Algériens ont manifesté hier dans les rues de la capitale contre une candidature pour un 5e mandat du président Abdelaziz Bouteflika.

foule n'a cessé de grossir, rejointe par des cortèges venus de divers quartiers de la capitale, la Casbah, Bab el-Oued ou la Place du 1er-Mai, qui le long du chemin, ont forcé plusieurs cordons de police, vite débordés.

"Pacifiques !, pacifiques !", scandaient les manifestants que quelques jets de gaz lacrymogènes, n'ont pas réussi à décourager.

"Le peuple veut la chute du régime", "Non au 5e mandat !", "On ne va pas s'arrêter !", a-t-on également entendu.

Une partie des manifestants a ensuite pris le chemin du Palais du

gouvernement, qui abrite tout près les bureaux du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, aux cris de "Ce peuple ne veut pas de Bouteflika !".

La police a dispersé le millier de manifestants regroupés sur un rond-point d'accès en tirant des dizaines de grenades lacrymogènes, faisant massivement refluer la foule, selon une journaliste de l'AFP.

Deux personnes ont été légèrement blessées aux jambes par des éclats selon cette journaliste.

Un autre groupe de milliers de personnes se dirigeant vers la présidence a

été bloqué à environ un km de sa destination par la police, selon un journaliste de l'AFP.

Selon des sources sécuritaires, d'autres rassemblements se déroulent sans incidents notamment à Oran et Constantine, deuxième et troisième villes du pays.

Mais aussi notamment à Blida (35 km au sud d'Alger), Tizi-Ouzou, Béjaïa, Skikda, Annaba (90, 180, 350 et 400 km à l'est), à Bouira, M'sila, Sétif, Biskra, Batna (90 km, 150, 200 km et 300 km au sud-est), à Médéa, Tيارت et Sidi Bel Abbès (60, 200 et 400 km au sud-ouest).

Pour l'heure aucun incident notable n'a été signalé et les manifestants étaient pacifiques.

La candidature de M. Bouteflika sera déposée le 3 mars, a annoncé son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal. "Personne n'a le droit d'empêcher un citoyen algérien de se porter candidat. C'est un droit constitutionnel".

Le chef de l'Etat est cependant hospitalisé depuis dimanche à Genève, officiellement "pour des examens médicaux périodiques" et son retour en Algérie n'a toujours pas été annoncé.

Israël/Elections et menace d'inculpation de Netanyahu

Des clés pour comprendre

AFP
Jérusalem/Israël

Risquant d'être inculpé pour corruption, Benjamin Netanyahu va devoir se battre pour rester Premier ministre israélien après les élections du 9 avril. Peut-il le faire ? Et s'il peut le faire, pourra-t-il gouverner ?

• LE CONTEXTE

Les Israéliens sont appelés à élire leurs députés le 9 avril. Les élections auraient dû avoir lieu en novembre à la fin prévue de la mandature. C'est M. Netanyahu qui a fait en sorte que le calendrier soit avancé. Il aurait voulu parer l'effet de l'annonce attendue de la part du procureur général quant à son inculpation, ou non, dans les affaires de corruption présumée le concernant.

• LE COUP DE TONNERRE

Le procureur général Avichai Mandelblit a annoncé jeudi son intention d'inculper M. Netanyahu pour corruption, fraude et abus de confiance dans trois affaires. En cause : des échanges de bons procédés entre gouvernants et hommes d'affaires, des cadeaux acceptés de la part de riches personnalités

et une tentative de collusion avec la presse.

Le procureur général offre au Premier ministre de s'expliquer devant lui avant de décider définitivement de l'envoyer devant le juge. L'inculpation et le procès sont le scénario le plus communément anticipé. Mais ce n'est pas automatique.

M. Netanyahu, chef du parti de droite Likoud, nie tout en bloc, dénonce un complot de la part de ses adversaires et assure que "ce château de cartes s'écroulera totalement après les élections".

• LE CALENDRIER

Une rencontre entre le procureur général, M. Netanyahu et ses avocats n'est pas attendue avant le 9 avril et les législatives. Une éventuelle inculpation devrait prendre des mois, sans parler de la première audience d'un procès.

Compte tenu de la procédure, "il faut compter peut-être un an avant que l'inculpation se produise effectivement, puis plusieurs années de procès et d'appels", dit Gayil Talshir, professeure de sciences politiques.

M. Netanyahu mise précisément sur le temps, dit-elle. Pari risqué si la pression va grandissant et



Photo : AFP/L'Union

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a du souci à se faire. Mais peut-être pas tant que ça.

que les prétendants à sa succession sortent de leur silence. "Le jour où cela se produira, ce sera la fin de l'ère Netanyahu", selon Mme Talshir.

• LE CADRE LEGAL

M. Netanyahu, s'il était reconduit à son poste après les élections, puis inculpé, serait le premier chef de gouvernement à connaître pareille avanée dans l'histoire d'Israël. L'absence de précédent rend difficilement prévisible le lendemain des élections, mais aussi les élections elles-mêmes, déjà incisées. Rien, légalement, ne forcerait M. Netanyahu à démissionner s'il était reconduit et inculpé, jusqu'à épuisement de tous les recours. M. Netanyahu a assuré

qu'il comptait gouverner "pendant encore de nombreuses années".

La pression politique est une autre affaire. Le public risque de remettre en question la légitimité d'un Premier ministre inculpé, jugent les experts du think-tank Institut d'Israël pour la démocratie. "Cette question sera très probablement tranchée par la Cour suprême", disent-ils, anticipant des actions engagées contre M. Netanyahu devant cette cour.

• L'IMPACT SUR LES ELECTIONS

Les prochains sondages seront minutieusement épluchés. Les enquêtes d'opinion donnent depuis peu la liste centriste de Benny Gantz en tête devant

le Likoud de M. Netanyahu. Mais ce dernier semble mieux placé pour former une coalition gouvernementale, avec les partis de droite, que son challenger. L'annonce du procureur général peut-elle changer la donne ? "C'est l'inconnue", dit Ilan Greilsammer, professeur de sciences politiques. Chacun scrutera les signes d'une migration des électeurs du Likoud. "Les électeurs de base du Likoud lui sont fidèles et ceux qui votent Netanyahu par loyauté ne se laisseront pas influencer par des allégations auxquelles ils ne croient pas".

Au contraire, envisage-t-il, elles pourraient mobiliser en faveur du Likoud, ce qui paradoxalement desservirait M. Netanyahu en affaiblissant les autres partis du bloc de droite.

Gayil Talshir prédit un scrutin serré entre Likoud et liste centriste, auquel cas "tous les partis de droite resteront avec Netanyahu". La plupart d'entre eux ont dit jeudi maintenir leur soutien à M. Netanyahu.

Ilan Greilsammer juge pour l'instant "peu réaliste" une coalition entre le Likoud et la liste centriste "tant que Netanyahu reste à la tête du Likoud".

L'Afrique en bref

• **Mali/Attentat. G5 Sahel : neuf soldats tués**
Neuf soldats maliens de la force du G5 Sahel ont été tués hier dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans le centre du Mali, a annoncé l'armée malienne sur son site internet.

• **RDCongo/Police. La mise en garde de Tshisekedi**

Le président récemment élu de la RD Congo, Félix Tshisekedi, a mis en garde hier les forces de sécurité contre tout acte d'"indiscipline" et les a appelées à la patience quant au paiement de leurs soldes.

• **Somalie/Attentat. 19 morts à Mogadiscio**



Photo : AFP

Dix-neuf personnes ont été tuées dans une attaque d'envergure des islamistes radicaux shebab à Mogadiscio, débutée par l'explosion d'une voiture piégée près d'un grand hôtel et suivie d'un siège de près de 22 heures des forces de sécurité contre un commando retranché dans un bâtiment adjacent.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Au moins 23 morts dans un camp militaire**

Au moins 23 membres des forces de sécurité afghanes ont été tués hier dans une attaque revendiquée par les talibans qui a duré plus de 12 heures contre une base conjointe américano-afghane du sud-ouest de l'Afghanistan, ont annoncé des responsables.

• **Etats-Unis/Politique. Les critiquent pleuvent sur Trump**

Donald Trump était vivement critiqué hier aux Etats-Unis après avoir déclaré croire sur parole Kim Jong Un, qui lui a affirmé n'avoir eu aucun rôle dans la mort d'un étudiant américain rapatrié dans le coma après son incarcération en Corée du Nord.

• **Inde-Pakistan/Tensions. Islamabad rend à New Delhi son pilote capturé**

Le Pakistan a remis hier à l'Inde un pilote d'avion de chasse capturé cette semaine au Cachemire, libéré après ce qu'Islamabad a qualifié de "geste de paix" à l'égard de New Delhi, selon des images retransmises en direct à la télévision.